



## Communiqué de presse -- POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

### DÉBUT DE LA CAMPAGNE « REVENDIQUONS L'ÉQUITÉ SOCIALE »

Sainte-Julienne, le 27 mars 2017 – Le groupe d'information et de défense des droits sociaux de Sainte-Julienne, le GIDDS, lançait aujourd'hui sa campagne « Revendiquons l'équité sociale ».

Selon M. Sylvain Caron, porte-parole de l'organisme, ce projet de lutte à la pauvreté vise à étendre la couverture des frais médicaux et leur gratuité, comme ceux qui sont couverts à l'aide sociale (médicaments, frais dentaires, d'optométrie et autres), à toute les personnes dont les revenus se situent sous le seuil des montants visant à couvrir les besoins de base et cela, sans condition.

Ce seuil, communément appelé « mesure du panier de consommation » (MPC) estime le minimum des dépenses reliées à l'alimentation, aux vêtements, au logement, au transport et à d'autres dépenses qui comprennent divers items d'usage courant comme le téléphone, l'ameublement, les soins d'hygiène, les frais scolaires, les loisirs et les dépenses personnelles : le tout, en quantités limitées.

Citant une étude de l'IRIS, M. Caron mentionne que dans un grand centre comme Montréal, cela équivaut à un revenu, après impôts, de 17 763 \$ en 2016 et dans une région rurale comme la MRC de Montcalm, à près de 17 500 \$. Selon le Ministère des finances, on estimait, en 2014, au Québec, le nombre de personnes dont le revenu se situe sous la MPC à 760 000 soit 10,4 % de la population. Cela correspond à deux personnes sur cinq dans la MRC de Montcalm, selon une étude produite en 2016 par la direction de la santé publique du CISSS de Lanaudière.

Or, lorsque survient un problème de santé qui n'est pas couvert par la Régie de l'assurance-maladie du Québec et qui est souvent très cher, les personnes à faible revenu n'ont d'autres choix que de couper dans leurs besoins de base, ou pire, de se priver de soins avec les conséquences que cela peut avoir à court, moyen ou long terme sur leur santé et conditions de vie. M. Caron dénonce ce fait et demande au gouvernement de faire preuve d'équité sociale en matière de soins médicaux pour ces personnes.

Nous, du GIDDS, sommes un organisme qui vise à améliorer les conditions de vie des personnes en situation de pauvreté. Notre campagne, qui débute, verra à solliciter des appuis auprès des groupes communautaires et sociaux et auprès des représentants des citoyens et citoyennes au plan local, régional et national. Elle s'inscrit dans un vaste mouvement de revendications de lutte à la pauvreté du milieu communautaire, syndical et citoyen, pour la hausse du salaire minimum à 15 \$, l'augmentation des revenus de travail autorisés à l'aide sociale et le revenu social minimum garanti. À titre de rappel, lutter contre les inégalités sociales permettrait d'économiser 17 milliards de dollars en soins de santé, selon une étude de l'Institut du nouveau monde en 2014. Donc, nous avons les moyens de réduire la pauvreté et il ne manque que la volonté politique pour y arriver, de conclure M. Caron.

- 30 -

Information : GIDDS de Sainte-Julienne, 450-831-4825.

Pour entrevue: Sylvain Caron, 450-685-6585 - Porte-parole bénévole, responsable des communications et des dossiers politiques.